

22 octobre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique du gouvernement et le rôle du Premier ministre, à Paris le 22 octobre 2014.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Mesdames,

Merci d'abord d'être là, tous rassemblés, la famille gouvernementale, la famille de Manuel VALLS.

C'est une tradition établie, depuis 1974, qui veut qu'après six mois d'exercice de la responsabilité de Premier ministre, le chef du Gouvernement reçoive du Président les insignes de la Grand-Croix de l'Ordre National du Mérite. Je vais respecter les traditions et en même temps leur donner du sens. C'est pourquoi je saisis l'occasion qui m'est donnée pour dire à Manuel VALLS le soutien que je lui apporte dans l'action qu'il conduit à la tête du Gouvernement. Manuel VALLS, vous avez veillé d'abord à respecter les engagements que j'avais pris devant les français et c'est ce que j'attends d'un Premier ministre.

Le pacte de responsabilité qui avait été préparé par votre prédécesseur, Jean-Marc AYRAULT, a été mis en uvre avec ténacité, avec force et en même temps avec la volonté de le compléter. C'est-à-dire que l'allègement du coût du travail qui était une large part de ce pacte de responsabilité, avec cette volonté qui était la mienne de redresser la compétitivité de l'économie française, ce pacte a été complété par un volet de solidarité, avec une réduction de l'impôt sur le revenu dès 2014 et la suppression de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu l'année prochaine. Ce qui fait que les entreprises comme les ménages se retrouvent dans la politique que vous conduisez sous mon autorité. Parce que pour redresser un pays il faut que l'ensemble de ses forces soient unies et rassemblées.

Vous avez également engagé un programme d'économie, qui là-aussi avait été largement préparé par Jean-Marc AYRAULT, mais vous lui avez donné tout son sens et toute sa portée puisqu'il va représenter 50 milliards d'euros pour les trois prochaines années, 21 milliards dès l'année prochaine.

Vous avez fait en sorte que ce programme ne nuise pas à l'objectif de croissance et que le rythme de réduction des déficits publics n'entame pas le potentiel de notre économie. Nous aurons à en convaincre les autorités européennes mais je ne doute pas qu'elles partagent nos intentions : relever le niveau de la croissance, faire en sorte de respecter les règles pour la réduction de nos déficits.

Vous avez également - et nous en avons discuté ce matin- poursuivi, amplifié la mise en uvre de la simplification. Parce que simplifier la vie, la vie des Français, des particuliers comme la vie des entreprises, c'est agir pour le pouvoir d'achat et pour la croissance.

Ce matin, nous en avons posé le principe, mais pas simplement posé le principe, limité les exceptions à ce principe, que le silence de l'administration vaut accord et donc plein de procédures seront facilitées. La semaine prochaine, je tiendrai avec vous un Conseil sur la simplification qui permettra d'aller encore plus loin dans la poursuite de cet objectif.

Vous engagez la réforme territoriale. Réforme qui n'est pas nouvelle dans son énoncé mais ce qui est nouveau, c'est qu'elle va pouvoir être enfin mise en uvre. Réduire le nombre de régions pour les rendre plus fortes, être capable d'avoir une intercommunalité qui soit lisible et aussi donner un rôle aux conseils départementaux selon les territoires

un rôle aux conseils départementaux selon les territoires.

Vous avez préparé un budget, qui d'ailleurs a été voté pour la partie « Recettes » par l'Assemblée nationale. Je salue les députés qui ont eu cette conscience de leur rôle pour permettre que le pays puisse avoir les financements pour couvrir les priorités que j'avais fixées : l'éducation, la culture, la recherche, la justice mais aussi l'emploi, d'abord l'emploi.

Nous avons également préparé un budget dans la perspective d'une grande réunion qui se tiendra à Paris à la fin de l'année prochaine pour que nous soyons exemplaires en matière de transition énergétique.

Vous avez appuyé la ministre de l'Ecologie lorsqu'elle a fait débattre à l'Assemblée nationale la loi sur la transition énergétique, qui est une grande loi du quinquennat. Elle va changer les modes de vie, de transport, de production et va faire de la France une référence et un exemple, grâce à vous.

Et ce tout en permettant au ministre des Affaires étrangères de préparer comme il convient cette conférence sur le Climat où nous serons sous le regard du monde, du monde d'aujourd'hui comme du monde de demain.

Enfin vous avez mis le principe de justice sociale au cur de vos décisions et de celles du Gouvernement. Je veux en donner quelques exemples : la loi sur la santé qui permettra de généraliser le Tiers payant à l'horizon 2017. Il y aura également sur la pauvreté, le respect scrupuleux des engagements encore aujourd'hui avec la revalorisation d'un certain nombre de minima et de prestations.

Il y a ce qui a été fait pour la retraite, c'est-à-dire malgré toutes les réticences que l'on connaît, la mise en uvre du compte pénibilité, grande réforme qui sera à l'honneur des gouvernements de ce quinquennat. Il y a la loi sur le vieillissement qui a été adoptée dans une première lecture à l'Assemblée nationale.

La famille est confortée par les décisions que nous avons prises notamment pour l'accueil des jeunes enfants dans les crèches. Jamais un programme n'avait été à ce niveau, avec cette ampleur, mis en uvre pour soulager toutes les familles parce que ce qui compte, c'est l'enfant et notre politique familiale est tournée autour de la réussite de l'enfant. La modulation des allocations familiales, principe sur lequel, nous avons fait en sorte qu'il respecte l'universalité des allocations familiales, même s'il n'y aura plus uniformité.

Enfin sur les retraites, j'évoquais la pénibilité, mais je devrais aussi parler des retraites agricoles, auxquelles vous avez fait droit à juste raison pour les revaloriser. Je pourrais continuer d'évoquer toute l'action qui a été menée, non seulement depuis six mois, mais depuis deux ans et demi. Aujourd'hui, le gouvernement fait face à certain nombre de réalités. Ce que vous avez pris comme parti, c'est de les regarder en face, parce que Manuel VALLS, vous servez la République. Vous êtes un serviteur de la République. Vous êtes un enfant de la République qui avait comme devoir de lui rendre ce qu'elle vous a donné. Vous aimez vous-même dire que servir la République, c'est lui dire la vérité. C'est ce que vous avez fait, dans vos déclarations de politique générale.

Servir la République, c'est faire des choix. Toujours difficiles : les choix pour l'emploi, pour faire que ceux qui sont les plus éloignés du marché du travail puissent y revenir. Les choix, c'est de réduire nos déficits pour que la dette ne soit pas un fardeau pour les générations suivantes. Les choix, c'est préparer l'avenir. J'évoquais la transition écologique, les plans industriels, l'éducation, le numérique, bref tout ce qui doit permettre à la France, d'être une référence, pour ceux qui vivent ici, et pour ceux qui voudraient y vivre, qui voudraient y venir, il y en a tellement.

Mais nous avons aussi, comme Républicains, à défendre les valeurs, c'est ce que vous faites. La première valeur dans la République, c'est de pouvoir vivre ensemble avec les mêmes règles, les mêmes principes, les mêmes droits, les mêmes devoirs.

Défendre des valeurs, c'est ne pas accepter que soit froissée la dignité humaine, par le racisme, par l'antisémitisme. Je sais que c'est une cause qui vous est chère. Respecter les valeurs, c'est faire en sorte que notre engagement européen ne soit pas mis en cause, même si nous voulons réorienter la construction de l'Europe. Enfin, défendre des valeurs, c'est défendre une France ouverte, une France confiante, une France qui sait qu'elle est un pays exceptionnel qui doit

toujours garder donc son exception et en même temps faire en sorte que nous puissions, non pas donner des leçons au monde, mais à un moment ouvrir les chemins, notamment en matière de politique étrangère.

Voilà pourquoi je voulais que cette cérémonie ait lieu devant non seulement vos familles, celles qui vous accompagnent, mais aussi devant les Français. Vous aimez citer de grands Républicains, vous vous inscrivez dans cette tradition, c'est-à-dire celle qui a fondé la République.

Une des figures qui vous sert de référence, c'est celle de CLEMENCEAU, un personnage controversé, y compris au sein de la gauche française. C'est sans doute pour ça que vous l'avez utilisée car vous aimez la controverse, à condition qu'elle soit un facteur de débat, de contradiction et en même temps de synthèse. Car il faut aussi qu'il y ait des hommes de synthèse dans la République. C'est très important dans les références que chacun peut avoir.

Si vous aimez CLEMENCEAU, c'est parce que, je connais bien son parcours -il a été très long- ce qui vous laisse grand espoir. Commencé au moment de la commune de Paris et terminé non pas comme on le croit à la fin de la première Guerre Mondiale, car il a continué à produire, à écrire, jusqu'à la fin de sa vie. Il n'est pas devenu Président de la République, mais on peut réussir aussi son existence sans être Président de la République.

CLEMENCEAU avait pour son pays un amour immense, et c'est pour ça qu'il était hardi, qu'il était audacieux, parce qu'il était fervent, parce qu'il aimait profondément la République, parce qu'il s'était battu pour elle. Battu lors de ses jeunes années, battu y compris comme chef de guerre, pendant le premier conflit mondial.

Voilà le sens que nous devons donner y compris à cette distinction qui vous est remise. Parce qu'elle s'inscrit en droit fil dans l'histoire de la République.

Puisque le Gouvernement est ici rassemblé, trois principes doivent fonder son action autour du Premier ministre. Le premier principe, c'est l'efficacité. A chaque fois repenser nos choix, nos politiques, nos interventions, par rapport aux résultats qui parfois tardent à venir, mais qui seront là si le Gouvernement est efficace.

Le second principe, c'est la solidarité. La solidarité entre les membres du Gouvernement, solidarité avec la majorité, solidarité avec aussi les Français pour leur apporter le soutien nécessaire, lorsqu'ils créent, lorsqu'ils entreprennent, lorsqu'ils travaillent, ou lorsqu'ils attendent beaucoup justement pour leur venir en soutien.

Enfin le dernier principe, c'est la proximité. Etre auprès des Français, au milieu des Français, et en même temps être attentifs à ce qu'ils nous renvoient, à ce qu'ils nous expriment. Les voies à venir demanderont de la part du Premier ministre, de la part des membres du Gouvernement, de la résolution et du sang froid. Il faut savoir toujours où l'on veut aller, il ne faut pas se laisser entraîner par je ne sais quelle polémique de l'instant.

Rien ne compte, rien ne restera dans l'écume des jours de l'actualité. Ce qui compte, c'est la capacité d'aller jusqu'au bout de nos actes, jusqu'au bout de nos engagements, jusqu'au bout de notre mandat.

Voilà pourquoi mesdames, et messieurs, je suis heureux et fier de pouvoir exprimer comme Président de la République, au Premier ministre de la France, ma reconnaissance et ma confiance, parce que nous sommes ici des serviteurs et parce que nous aimons plus que tout la France.

Monsieur Manuel VALLS, au nom de la République française, nous vous élevons à la dignité de Grand-Croix de l'Ordre National du Mérite.